

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)****Maître de l'ouvrage**

ETAT - MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Représentant de l'acheteur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord Est

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

Sous réserve de changement ultérieur par décision de l'acheteur,
le chef de la division investissement, déléguant la fonction de la surveillance de l'exécution des
prestations au chef du bureau conduite d'opérations de Besançon.

Objet du marché**Projet n°25-PCO005-032****AUXONNE (21) – Quartier Bonaparte – 511 RT****Réhabilitation du bâtiment 16****Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé****SPS – 1ère catégorie « conception et réalisation »****MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE**

(en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. - DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PARTIES TECHNIQUES	4
1.3. – INTERVENANTS	5
1.3.1. - Titulaire	5
1.3.2. - Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur	5
1.3.3. - Maîtrise d'ouvrage	5
1.3.4. - Conduite d'opération	5
1.3.5. - Maîtrise d'œuvre	5
1.3.6 - Contrôle technique	5
1.3.7- Coordination SSI	5
1.3.8. – Ordonnancement, pilotage, coordination des travaux	6
1.3.9. - Etablissement utilisateur	6
1.3.10. - Sous-traitance	6
1.3.11. - Autres intervenants	6
1.3.12. - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX SOUMIS A COORDINATION SPS	6
1.4. - PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES	6
1.4.1 - Obligations de confidentialité	6
1.4.2. - Mesures de sécurité propres aux Armées – Protection du secret	6
1.4.2.1 – CONTRÔLE NOMINATIF	6
1.4.2.2. – AUTORISATION D'ACCES DANS LES SITES DU MINISTÈRE DES ARMÉES	6
1.4.2.3. – CONTRÔLE DES ACCES	6
1.4.2.4. – CONTRÔLE DES VEHICULES	7
1.4.2.5 – MESURES DE SECURITE	7
1.4.2.6. – MARCHÉ SENSIBLE	7
1.5. – MESURES PARTICULIÈRES POUR FAIRE FACE A UNE ÉVENTUELLE PANDEMIE	7
1.6. – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
1.7. – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	7
1.8 – INSERTION PAR L'ACTIVITÉ DU MILITAIRE BLESSÉ	7
1.9 – PRISES DE VUE ET EXPLOITATION D'IMAGES	7
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	8
4. CONTENU DE LA MISSION - MOYENS ET AUTORITÉ DU COORDONNATEUR	8
4.1 - CONTENU DE LA MISSION DE COORDINATION	8
4.1.1. – Principes généraux d'intervention et étendue de la mission du coordinateur	8
4.1.2. - Contenu de la mission de coordination	8
4.2. - MOYENS ACCORDÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	12
4.3.- AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS	12
4.3.1. - Danger grave et imminent	12
4.3.2. – Accidents du travail	13
4.3.3. – Litige	13
4.3.4. - Information du coordonnateur	13
5. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS - RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	13
5.1. - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS	13
5.2. - RÈGLEMENT DES COMPTES	13
5.2.1- Acompte	13
5.3. - VARIATION DANS LES PRIX	15
5.3.1 - Mode de variation des prix :	15
5.3.2 - Date d'établissement des prix du marché :	15
5.3.3 - Choix de l'index de référence :	15
5.3.4 - Modalités de révision des prix :	15
5.3.5–Révision provisoire :	15

5.3.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :	15
5.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	15
5.5 – INTERETS MORATOIRES	16
6. DELAIS - PENALITES POUR RETARD -----	16
6.1 – COMPUTATION DES DELAIS	16
6.2 - DELAIS D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR.....	16
- pour la partie technique N°1 « conception ».....	16
- pour la partie technique N°2 « réalisation ».....	16
6.2.1. - Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage	16
6.2.2. - Coopération avec les autres intervenants	16
6.2.3. - Fourniture du PGC.....	16
6.2.4.- Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	17
6.3. - PENALITES	17
6.3.1 - Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis	17
6.3.2. - Pénalités pour absence aux réunions.....	17
6.3.3. - Prolongation du délai d'exécution	17
7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE-----	17
7.1. - RETENUE DE GARANTIE.....	17
7.2. - AVANCE	17
8. EXECUTION DES PRESTATIONS -----	18
8.1 - INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE.....	18
8.2. - CONSIGNES PARTICULIERES.....	18
8.3. - OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	18
9. RECEPTION DES PRESTATIONS -----	18
9.1. – RECEPTION/ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	18
9.2. - ACHEVEMENT DE LA MISSION - DECISIONS APRES VERIFICATIONS	19
10. RESILIATION DU MARCHE -----	19
10.1. - NON RENOUVELLEMENT OU PERTE DE L'AGREMENT DU COORDONNATEUR	19
10.2. - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS APRES CHAQUE PARTIE TECHNIQUE	19
10.3. - RESILIATION DU MARCHE POUR TRAVAIL DISSIMULE	19
10.4. - RESILIATION SUR DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE	19
10.5. - RESILIATION DU MARCHE POUR TRAVAIL DISSIMULE	19
10.6. - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	19
11. DIFFERENDS -----	19
11.1. – DIFFERENTS ENTRE LES PARTIES.....	19
11.2. – SAISINE DU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE	20
11.2. – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE.....	20
12. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES -----	20
13. ASSURANCE -----	20
14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX -----	20
15. ANNEXES -----	20

ARTICLE 1 -OBJET DU MARCHE - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les parties techniques « conception » et « réalisation » de l'opération de travaux de bâtiment suivante :

AUXONNE (21) – 511ème RT - Quartier Bonaparte - Réhabilitation du Bâtiment 016

En vue d'effectuer les missions définies dans les chapitres V et VIII du titre III du livre II du code du travail.

Au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail, chaque opération appartient à la **première** catégorie correspondant aux chantiers dont le volume des travaux est supérieur à 10 000 hommes/jours avec au moins 10 entreprises de bâtiment ou 5 de génie civil, ou comportant des risques particuliers (liste fixée par la directive n° 92-57 CEE du 24 juin 1992 et par l'arrêté du 25 février 2003).

L'opération est soumise aux obligations suivantes :

- **Constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) :**
- Rédaction du registre journal (RJ) ;
- Établissement d'une déclaration préalable à l'initiative du maître d'ouvrage ;
- Élaboration d'un plan général de coordination (PGC).
- Inspections communes avec les entreprises ;
- Vérification des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

- **Consistance des travaux :**

Suite à ordre d'évacuation du bâtiment 016 contenant l'armurerie centralisée du régiment ainsi que les bureaux de 4 escadrons, le régiment demande la rénovation du bâtiment 016. La REB et l'étude d'opportunité mettent en lumière la possibilité, confirmée, de construire une nouvelle armurerie centralisée sur l'emprise de l'ancien ordinaire, en rénovant/reconstruisant les bâtiments 017/018/019. Une fois cette première opération effectuée et le déménagement de l'armurerie acté, les travaux du bâtiment 016 pourront débuter (prévision : 2^{ème} semestre 2026).

La présente opération concerne la réhabilitation des travaux concernant la réhabilitation du bâtiment 016, qui comportera les fonctions suivantes :

- Rdc : locaux de stockages, une salle de nettoyage d'armes et une salle polyvalente par escadron ;
- 1er étage : locaux humides (douches H/F ainsi que vestiaires pour chaque escadron) ;
- 2ieme et 3ieme étage : comprennent les locaux de travail (bureautique) pour chaque escadron ;
- Reprise de toutes les voiries autour du bâtiment 016, comprenant également la voirie entre le bâtiment 016 et la futur armurerie 017/018/019 ;
- Reprise de l'enrobé de la place d'armes.

1.2. - Décomposition de la mission en parties techniques

Les prestations du présent marché sont scindées en deux parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG/PI définies ci-après, à exécuter durant l'élaboration du cahier des charges techniques de travaux et lors de l'exécution des travaux par l'entreprise titulaire.

Partie technique 1 « conception » :

- Prestations à exécuter durant la rédaction du cahier des charges techniques de travaux.

Partie technique 2 « réalisation » :

- Prestations à exécuter pendant la réalisation des travaux ;
- Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI 2021, le point de départ du délai d'exécution des phases de conception débute à la date fixée par les ordres de service qui en prescriront le commencement.

1.3. – Intervenants

1.3.1. - Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "coordonnateur" dans les pièces du présent marché.

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordination S.P.S. doit (doivent) en permanence posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux frais et risques du titulaire.

Le niveau minimal de compétence requis du coordonnateur SPS, ceci conformément aux dispositions de l'article R. 4532-23 du code du travail, est de **niveau 1 : aptitude à coordonner toutes opérations**.

La coordination sera assurée pour chaque partie par les personnes physiques nommément désignées dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour en assurer la conduite.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG/PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au contractant de désigner **au moins un suppléant** et de faire figurer son nom dans l'acte d'engagement.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congés ou autre), sera constaté par procès-verbal établi après visite du chantier par le coordonnateur SPS titulaire et le coordonnateur SPS suppléant.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

1.3.2. - Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur

La personne habilitée à signer le marché est le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est (SID NE) ou son délégataire.

1.3.3. - Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'Etat – Ministère des Armées –Service d'Infrastructure de la Défense Nord Est.

1.3.4. - Conduite d'opération

Au sein de la maîtrise d'ouvrage et sous réserve de changement ultérieur par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, la fonction de conducteur d'opération est assurée par le par le chef du pôle conduite d'opérations de Besançon.

1.3.5. - Maîtrise d'œuvre

La fonction de maître d'œuvre est assurée par le chef du Bureau Maîtrise d'œuvre – BMO de Besançon.

1.3.6 - Contrôle technique

Un marché de contrôle technique sera passé pour cette opération.

Le contenu des missions du CT (données à titre indicatif) seront les suivantes :

Missions de base :

- la mission **L**, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- la mission **S**, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;

Missions complémentaires :

- la mission **LE** relative à la solidité des constructions existantes ;
- la mission **VIEL** relative à la vérification initiale électrique ;
- la mission **CONSUEL** relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise en tension ;
- la mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- la mission **PH** relative à l'isolation acoustique des bâtiments ;
- la mission **TH** relative à l'isolation thermique, aux économies d'énergie et à la performance environnementale réglementaire de l'ouvrage ;
- la mission **HAND** relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et des brancards.

1.3.7- Coordination SSI

Sans objet.

1.3.8. – Ordonnancement, pilotage, coordination des travaux

Un marché d'OPC sera passé pour cette opération dont le titulaire n'est pas connu à ce jour.

1.3.9. - Etablissement utilisateur

Le 511^{ème} Régiment du Train – Quartier Bonaparte – AUXONNE (21).

1.3.10. - Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/PI, et au regard des articles 4532-17 à R 4532-19 et R 4532-29 du code du travail, la sous-traitance des opérations de coordination est interdite.

1.3.11. - Autres intervenants

Sans objet.

1.3.12. - Mode de dévolution des travaux soumis à coordination SPS

Le marché de travaux sera réalisé en lots séparés.

1.4. - Prestations intéressant les armées**1.4.1 - Obligations de confidentialité**

Tout coordonnateur ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission de coordination et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et travaux coordonnés.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité d'un coordonnateur, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG/PI et sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI.

1.4.2. - Mesures de sécurité propres aux Armées – Protection du secret

Les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent la défense. Le titulaire du présent marché doit en conséquence se conformer à l'article 5 du CCAG-PI 2021.

1.4.2.1 – Contrôle nominatif

Tous les personnels feront l'objet d'un contrôle individuel. Le titulaire devra remettre au représentant du maître d'ouvrage une fiche de renseignement ainsi qu'une photocopie lisible recto-verso de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers pour chaque membre du personnel amené à suivre le chantier. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-24 du Code du travail, il sera exigé la fourniture des copies de titre de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, se verra interdire l'accès au site.

1.4.2.2. – Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CPR annexé au présent CCP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de CPR en version numérique remplie, non signée, au format natif ;
- Demande de CPR remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF ;
- Scan de la carte d'identité en version PDF.

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CPR **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, l'accès au chantier ne se fera qu'à partir du moment où les CPR seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

A l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CPR...

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents.

1.4.2.3. – Contrôle des accès

Le personnel du titulaire a accès au site objet du présent marché.

Sauf autorisation exceptionnelle nominative, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être muni d'un laissez-passer individuel permettant son accès dans l'établissement délivré par le service de sécurité. Les dispositions d'identification du personnel du titulaire (carte d'identification, badges) seront définies lors de la première réunion sur site. A titre indicatif, seront nécessaires les noms-prénoms des personnes ayant à venir sur les lieux ainsi qu'une copie en cours de validité des pièces d'identité et les copies des cartes grises et certificats d'assurance des véhicules utilisés.

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

1.4.2.4. – Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et communiquée par le titulaire au pôle conduite d'opérations (PCO) en charge du suivi de ce présent marché au minima 1 mois avant le début des prestations.

1.4.2.5 – Mesures de sécurité

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans le document ci-après annexé au présent CCP :

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions des entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des Armées.

Par ailleurs, l'intervention sur le site fera l'objet d'une visite commune avec le chargé de prévention en charge des lieux et doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur. A ce titre, le titulaire rédigera un plan de prévention dès la notification du marché, plan qui sera soumis à l'approbation du chargé de prévention lors de la 1ère réunion sur site

1.4.2.6. – Marché sensible

Sans objet

1.5. – Mesures particulières pour faire face à une éventuelle pandémie

Dans le cadre d'une éventuelle pandémie, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, il se conformera au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTB révisé en fonction des évolutions de l'épidémie et des préconisations issues du gouvernement et autres publications, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés.

1.6. – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) (se reporter à l'article 6.1 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché.

1.7. – Protection de l'environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 7 du CCAG/PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

1.8 – Insertion par l'activité du militaire blessé

Sans objet.

1.9 – Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des armées par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à autorisation expresse du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est, qui précise :

- * La finalité des images
- * Les publics concernés
- * La durée et les territoires d'utilisation
- * Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.
Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes, y compris le formulaire SOPHIA à compléter pour accéder au site et un rapport photographique de l'état actuel ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre du détail estimatif (DE) ;
- La décomposition du prix forfaitaire (DPF) ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur pour la protection en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le code du travail.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 5.3.2 du présent CCP.

3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

La cession des droits de propriété s'applique selon les stipulations de l'article 35 du CCAG-PI 2021.

4. CONTENU DE LA MISSION - MOYENS ET AUTORITE DU COORDONNATEUR

4.1 - Contenu de la mission de coordination

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

4.1.1. – Principes généraux d'intervention et étendue de la mission du coordinateur

Le coordonnateur intervient sur le chantier où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus et veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les articles L. 4531-1 et L. 4531-2 du code du travail soient respectés par l'ensemble des intervenants à l'acte de construire.

Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Sa mission doit tenir compte de l'occupation du bâtiment pendant les travaux et doit prévoir la mise en place de protections et de clôtures de délimitation par rapport aux occupants pour les accès aux bâtiments.

La mission de coordination porte sur les parties conception et réalisation de l'opération y compris la période de levée des réserves.

4.1.2. - Contenu de la mission de coordination

4.1.2.1. - Pendant la partie conception, le coordonnateur a pour mission de :

- **Examiner** les documents de conception stade DCE (y compris plans et CCTP) rendus par le bureau maîtrise d'œuvre de Besançon et fournis par le maître d'ouvrage. A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage,
- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **ouvrir** le registre-journal de la coordination et, conformément à l'article R. 4532-38, y porter au fur et à mesure du déroulement de l'opération les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant. Ces observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;

- **analyser** les dossiers établis par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre et formuler éventuellement ses observations (état néant éventuel) ;
- **participer** aux réunions le concernant (rédaction marché de travaux phase DCE), visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) avec le maître d'œuvre ou son représentant et l'OPC ;
- **élaborer** et **adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PGC SPS) ;
- **élaborer** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- **contrôler** les données relatives à la prévention des risques professionnels pour la maintenance des installations d'éclairage, de fermetures automatiques, de désenfumage, électriques, d'aération et d'assainissement ;
- **contribuer** à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises en fournissant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. Ces éléments sont destinés à permettre aux entreprises candidates de présenter des offres en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- **établir** le projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, santé et conditions de travail (CISSCT), dans les quinze jours qui suivent la notification du marché. Le remettre au représentant du maître d'ouvrage, afin qu'il puisse être joint au dossier de consultation des entreprises.
- **participer** à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elle concerne la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage.

Le titulaire doit prendre en compte un arrêt possible de ses prestations à la fin de la phase conception. Une passation de consigne sera alors nécessaire entre le titulaire de la phase conception et le titulaire de la phase réalisation pour ce marché de travaux. Le règlement de cette prestation sera fait par application du prix indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

4.1.2.2. - Pendant la partie réalisation des travaux, le coordonnateur a pour mission de :

- **participer** aux réunions le concernant, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) en liaison avec les représentants du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'OPC ;
- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **tenir à jour** et **conserver** le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
 - les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au a du 3° de l'article R. 4532-13 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;
 - les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;
 - dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
 - une copie du registre journal sera **tenue à jour en permanence sur le chantier**. Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- **tenir à jour** et **adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) notamment :
 - en le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
 - en intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail ;

- une copie du PGC SPS sera tenue à jour sur le chantier. Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.
- **faire établir** par tous les intervenants du chantier les plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS) après les **inspections communes** et les **harmoniser**. Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier ;
- le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail ;
- **définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- **organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
- **veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R. 4532-14 du code du travail ;
- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels ;
- **participer à la première partie de chaque réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)** destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le jour de la réunion de chantier hebdomadaire pour laquelle la présence du coordonnateur **est obligatoire** sera défini en première réunion en accord avec les différents intervenants. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations ;
- **proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- **assurer** une présence régulière sur le chantier, à raison **d'une (1) visite hebdomadaire au minimum pendant les heures de service et hors du jour de la réunion de chantier (DUREE MINIMUM 1 HEURE)**. Cette présence est consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le représentant du maître d'ouvrage.

Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du maître d'ouvrage s'il le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises. Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées ;

- **contrôler** les données relatives à la prévention des risques professionnels pour la maintenance des installations d'éclairage, de fermetures automatiques, de désenfumage, électriques, d'aération et d'assainissement ;
- **compléter le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**. Le site de l'opération dont le présent marché est destiné à assurer la coordination SPS est un lieu de travail. Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (version définitive) est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal de 2 mois suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) transmis par le maître d'ouvrage. Une première version du DIUO est adressée au maître de l'ouvrage dans le délai maximum de 30 jours suivant la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir. La transmission du DIUO (version

définitive) fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Conformément à l'article R 4211-3 du Code du travail, le D.I.U.O **intègre** le dossier de maintenance;

- **constater** la validité des mesures définies dans le D.I.U.O. et si besoin **adapter** le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement, au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation ;
- **conserver** le registre journal de la coordination pendant 5 (cinq) ans, à compter de la réception des ouvrages ;
- **réaliser** la rédaction de la déclaration de fin de chantier sur support papier et informatique.
- **Présider** le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des conditions de Travail (CISSCT). En sa qualité de président, le coordonnateur:
 - Elabore le projet de règlement du collège dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et le remettre au représentant du maître de l'ouvrage,
 - Réunir le CISSCT en vue d'adopter le règlement intérieur du collège,
 - Transmettre le règlement adopté aux institutions avec le procès-verbal d'adoption,
 - Convoquer le collège pour la première fois, dès que deux entreprises seront présentes sur le chantier,
 - Organiser et convoquer ensuite le collège selon la fréquence prévue par le règlement intérieur ou sur demande particulière ou à la suite d'un accident grave ou ayant pu l'être.
 - La convocation est envoyée quinze jours au moins avant la réunion à tous les membres du collège ainsi qu'aux institutions.
 - Le procès-verbal de la séance précédente est joint à cet envoi.
 - Etablir les procès-verbaux de réunion qui feront ressortir:
 - L'ensemble des décisions prises par le collège,
 - Le compte-rendu des inspections de chantier,
 - La formation aux postes de travail dispensée et les formations « sécurité » complémentaires.
 - Les procès-verbaux seront transmis aux CHSCT des entreprises intervenantes dont les membres peuvent interpellé par écrit le président du CISSCT, lequel doit alors répondre par écrit.
 - Ils seront inscrits et annexés au registre journal.
 - Et d'une façon générale:
 - Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentent ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
 - Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
 - Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

4.1.2.3. - Prestations à exécuter pendant la période de levée des réserves des marchés de travaux :

En cas de réception avec réserves du marché de travaux, le coordonnateur a pour mission de :

- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article R 4531-1 soit effectivement mis en œuvre par les différents intervenants ;
- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux mesures édictées par l'article R 4532-14 du code du travail ;
- **tenir à jour** le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure de leur déroulement les différentes interventions ;
- **participer** aux visites concernant les interventions, visiter le site du chantier et définir les aménagements de chantier (clôture, moyens de levage, VRD, accès) et de protection nécessaires aux interventions en liaison avec, les représentants du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ;
- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement aux interventions, à une inspection commune visant à délimiter les zones d'intervention dans lesquelles se situent le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir ;

- **constater** la validité des mesures définies dans le D.I.U.O. et si besoin **adapter** le document, au vu des interventions sur l'ouvrage en exploitation.

Les prestations à exécuter pendant cette période de levée des réserves seront commandées expressément par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 4.1.2.6 ci-après. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires (BPU).

4.1.2.4. Prolongation de délai du marché travaux : Incidence sur la mission du SPS

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation de délai de la même durée que celle du marché de travaux sera accordée au titulaire du marché de coordination SPS sans demande de sa part. Elle fera l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service.

Pendant cette période, le coordonnateur assure sa mission dans les conditions fixées ci-avant.

Les prestations à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux seront commandées expressément par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 4.1.2.5 ci-après. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires (BPU).

4.1.2.5. Vacations supplémentaires

Les vacations supplémentaires à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux ou pendant la période de levée des réserves feront l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au titulaire précisant leur nombre, leur fréquence et l'incidence financière sur le montant du marché.

Le nombre et la fréquence de ces prestations seront arrêtés entre le maître de l'ouvrage et le titulaire du présent marché.

Le règlement de ces vacations se fera par application du prix unitaire correspondant indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

4.2. - Moyens accordés par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage :

- à informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
- à fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment dès qu'il est établi le dossier des ouvrages exécutés afin de finaliser le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
- à donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission ;
- à prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes rendus de réunion ; il assiste systématiquement aux dites réunions ;
- à fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Les documents d'études relatifs aux éléments DCE seront transmis pour avis avant leur approbation.

4.3.- Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée, de violation par tout intervenant des mesures de coordination SPS qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de SPS, le coordonnateur procédera sans délai de la manière progressive suivante :

- remarque verbale ;
- remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste ;
- remarque en réunion hebdomadaire de chantier ;
- demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage ;
- mention de l'anomalie sur le registre-journal de la coordination.

4.3.1. - Danger grave et imminent

En cas de danger grave et imminent, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter le chantier et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.

Dans une telle situation le coordonnateur informera dans les plus brefs délais :

- la ou les entreprises concernées ;
- la maîtrise d'ouvrage ;
- la maîtrise d'œuvre.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

4.3.2. – Accidents du travail

Le coordonnateur s'engage à saisir immédiatement l'acheteur de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission de coordination objet du présent marché.

4.3.3. – Litige

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

4.3.4. - Information du coordonnateur

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre et le responsable OPC, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission et notamment tout document qu'il juge utile pour examiner les PPSPS.

5. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

5.1. - Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont réputés tenir compte :

- De la complexité de l'opération ;
- Des déplacements pour se rendre sur le chantier et dans les bureaux du maître d'ouvrage, ainsi que des frais de secrétariat;
- Des dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à une éventuelle pandémie;
- De l'obligation faite aux intervenants extérieurs de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel la mission est exécutée.

Ils sont réputés comprendre :

- la période de recouvrement lors des changements éventuels de coordinateur, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires.
- les frais de fourniture au maître d'ouvrage d'une copie certifiée conforme du registre-journal de coordination ;
- les frais de fonctionnement et de secrétariat du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix mixte (forfait et prix unitaire) précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

5.2. - Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué dans les conditions suivantes :

a) Après achèvement de chacune des parties techniques définies à l'article 1.2 du présent CCP par un paiement partiel définitif.

Le paiement de chaque partie technique fera l'objet d'un paiement unique.

Toutefois les prestations d'une partie technique pourront être réglées avant leur achèvement sous forme d'acompte afin que l'intervalle **entre deux acomptes successifs ne soit pas supérieur à trois (3) mois**.

Ainsi à l'intérieur de chaque partie technique, le paiement pourra intervenir sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant de prestations effectuées.

Les prestations incluses dans ces parties techniques ne peuvent faire l'objet d'un paiement partiel définitif qu'après leur achèvement total et leur réception par le maître d'ouvrage conformément au présent CCP.

b) A l'achèvement complet de la mission d'un paiement pour solde

Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la mission et sa réception par le maître d'ouvrage conformément au présent CCP.

5.2.1- Acompte

5.2.1.1 – Demande d'acompte

La demande d'acompte est faite sous forme d'une demande de paiement établie par le titulaire. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

5.2.1.2 – Acompte

A partir de la demande de paiement présentée par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur établit l'état de l'acompte à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation prévue par l'article 5.3 du CCP ainsi que des pénalités et réfections applicables.

5.2.2 – Paiement partiel définitif

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG/PI, chaque partie technique décrite à l'article 1.2 du présent CCP donnera lieu à paiement partiel définitif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.

Le montant du paiement partiel définitif est arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur. Il correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la partie technique considérée, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des acomptes payés pour cette phase. Le paiement est alors effectué dans les conditions indiquées au 5.4.

5.2.3 – Demande de paiement

5.2.3.1 – Demande de paiement final

La dernière demande de paiement ne peut être adressée au maître d'ouvrage qu'après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues au présent CCP. Le décompte final du marché est constitué par le dernier état d'acompte.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement final. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire par ordre de service.

5.2.3.2 – Décompte général du marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général du marché qui comprend :

- D'une part, le décompte de la dernière partie technique à régler,
- D'autre part, la récapitulation des paiements partiels définitifs déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert indiqué dans le RIB joint au présent marché.

En cas de changement de compte, il sera joint à la demande de paiement le nouveau RIB ou RIP.

5.2.4 – Modalités d'envoi des demandes de paiement

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée et gratuite** en utilisant le portail sécurisé Chorus **factures** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.**

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique de la facture,
- la raison sociale et adresse,
- le SIRET ou à défaut SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,
- mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
- coordonnées bancaires.

Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :

- la **référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)** de la commande,
- le **code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : D10711I057_15**

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

- par téléphone au 04 77 78 39 57 - Hotline disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (sauf jours fériés)
- ou pour une aide en ligne : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

5.3. - Variation dans les prix

5.3.1 - Mode de variation des prix :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisables (conformément à l'art. 5.3.4 ci-après).

5.3.2 - Date d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la dernière date de limite de remise des offres. Ce mois est appelée "**mois zéro (Mo)**".

5.3.3 - Choix de l'index de référence :

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index INGENIERIE publié au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index et consultables sur le site www.insee.fr et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

5.3.4 - Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision *Cn* applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_o}$$

dans laquelle *I_o* et *I_n* sont les valeurs prises par l'index de référence *I* respectivement à la date zéro et au mois *n*.

Le mois *n* étant :

- Pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des prestations ;
- Pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations.

Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

5.3.5-Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

5.3.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur.

5.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

Suspension du délai global de paiement :

Pour les acomptes et le solde

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître de l'ouvrage peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

5.5 – Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

6. DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI 2021, pour chaque partie technique, le point de départ du délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service du pôle conduite d'opérations de Besançon qui prescrira de commencer cette partie.

Les parties techniques pourront se chevaucher.

Le délai de chaque partie technique figure dans l'acte d'engagement.

6.1 – Computation des délais

Les modalités de computation des délais sont fixées par l'article 3.2 du CCAG/PI.

Les délais exprimés en jours s'entendent en jours calendaires.

6.2 - Délais d'intervention du coordonnateur

- pour la partie technique N°1 « conception »

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le point de départ du délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer cette partie technique.

La mission de cette partie technique se terminera à l'issue de la consultation des entreprises pour les travaux et dans les conditions fixées au CCP.

Le délai d'exécution de cette partie technique est de **six (06) mois** pour la phase DCE.

- pour la partie technique N°2 « réalisation »

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le point de départ du délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer cette partie technique.

La mission de cette partie technique se terminera à l'issue de la levée de la dernière réserve sous condition de la transmission effective par le coordonnateur SPS au Maître de l'Ouvrage de l'ensemble des documents dus au titre de cette mission.

Le délai d'exécution de la partie technique n° 2 du présent marché est de vingt-deux **(22) mois** comprenant une période de préparation de **quatre (04) mois** exclue et **dix-huit (18) mois** de travaux, hors la période de levée des réserves.

La mission du coordonnateur se terminera dans les conditions fixées à l'article 10.2 du CCP.

6.2.1. - Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage

Le coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de **quinze (15) jours**, à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis.

6.2.2. - Coopération avec les autres intervenants

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission dans un délai de **huit (8) jours** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations objet du présent marché.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, ainsi qu'au présent marché.

6.2.3. - Fourniture du PGC

Pour fournir le PGC, le coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de **huit (8) jours** à compter de la réception de l'ordre de service fixant le début de sa mission.

6.2.4.- Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur S.P.S. remet au maître d'ouvrage la première version du D.I.U.O au maximum **quinze (15) jours** après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir.

Le DIUO dans sa version définitive est remis par le coordonnateur SPS au maître de l'ouvrage dans un délai maximal d'**un (1) mois** suivant la réception des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.) transmis par le maître d'ouvrage.

6.3. - Pénalités

Les pénalités ne sont pas révisables.

Les pénalités se cumulent.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue en tenant compte des délais prévus.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI aucune exonération d'office de pénalités ne sera consentie du fait de leur faible montant.

6.3.1 - Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de retard sur chacun des délais fixés à l'article 6.2 dessus, le titulaire subira la pénalité forfaitaire journalière ci-après :

Document ou avis à fournir		Montant pénalité HT
Art. 6.2.1	Avis sur document transmis par maître de l'ouvrage	100,00 €
Art. 6.2.2	Coopération avec les autres intervenants	100,00 €
Art. 6.2.3	Fourniture du PGC	100,00 €
Art. 6.2.4	Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO)	100,00 €

6.3.2. - Pénalités pour absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de **500 € HT**.

Par dérogation 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités peut excéder 10% du montant total du marché et 1 000 euros HT.

6.3.3. - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/PI.

Toutefois par **dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI**, toute prolongation du délai d'exécution du marché de travaux fera l'objet d'une prolongation du marché SPS d'une même durée sans demande du coordonnateur (voir art 4.1.2.4 ci-avant).

7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. - Retenue de garantie

Le coordonnateur est dispensé de constituer une retenue de garantie.

7.2. - Avance

OPTION A au sens du CCAG-PI : Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions stipulées aux articles L.2192-2 et R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du marché.

Il est égal au produit de ces 30 % par $12 / N$, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

NOTA : Conformément à l'article R.2191-7 code de la commande publique, modifié par l'arrêté n°2018-1225 du 24 décembre 2018, le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement s'effectue en une seule fois si cela est réalisable, par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 70 % du montant du marché.

8. EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. - Inspection du travail compétente

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées (I.T.A.) est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail à l'intérieur des enceintes militaires. Les travaux, objet du présent marché, se situent à l'intérieur d'une enceinte militaire, l'inspection du travail compétente est :

**Contrôle Général des Armées
Inspection Générale du Travail dans les Armées
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623 – 75509 PARIS Cedex 15**

8.2. - Consignes particulières

Sans objet

8.3. - Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 à 5 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de 6 mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- la liste nominative des salariés étrangers, soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- un justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

La non fourniture de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCP.

9. RECEPTION DES PRESTATIONS

9.1. – Réception/admission des parties techniques

Chaque partie technique fera l'objet d'une réception par le représentant du pouvoir adjudicateur

La réception des prestations de chacune des parties techniques ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI 2021, le titulaire n'est pas tenu d'aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue des vérifications.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur de réceptionner avec ou sans réfaction, d'ajourner ou de rejeter les documents sera notifiée au titulaire dans le délai de **deux (2) mois** à compter de leur réception par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée dans le délai défini ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG-PI 2021.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI 2021**, le délai donné au titulaire pour mettre au point ses prestations sera fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie technique considérée sera renvoyée à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

9.2. - Achèvement de la mission - décisions après vérifications

La mission du coordonnateur SPS s'achève à la fin de garantie de parfait achèvement des travaux concernés par la présente mission SPS et après fourniture de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception de l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI 2021 et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Conformément à l'article 29.4 du CCAG-PI 2021, en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

10. RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 inclus du CCAG-PI 2021 avec les précisions suivantes :

10.1. - Non renouvellement ou perte de l'agrément du coordonnateur

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du coordonnateur portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

10.2. - Arrêt de l'exécution des prestations après chaque partie technique

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une des parties techniques définies à l'article 1.2 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité, selon l'article 22 du CCAG/PI.

10.3. - Résiliation du marché pour travail dissimulé

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues à l'article 8.3 du présent CCP, ou lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 39 du CCAG-PI 2021.

10.4. - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 36 du CCAG-PI 2021 et la fraction des prestations déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI 2021 fixée à 5 % de la partie résiliée du marché s'applique.

10.5. - Résiliation du marché pour travail dissimulé

Conformément à l'article 38.1 du CCAG-PI 2021, si le titulaire rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

10.6. - Résiliation aux torts du titulaire

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 du CCAG-PI 2021, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI 2021), les prestations sont réglées sans abattement.

11. DIFFERENDS

11.1. – Différents entre les parties

Tout différend entre le titulaire ou mandataire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire ou mandataire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

11.2. – Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable, chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément aux articles L.2197-3 et R.2197-1 du code de la commande publique).

11.2. – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

12. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article L.2194-1 et l'article R.2122-7 du code de la commande publique, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le contrat, le marché peut faire l'objet de prestations complémentaires sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence. Les modifications auront pour objet la réalisation de prestations similaires au marché. Les modifications feront l'objet d'une décision unilatérale du RPA dont le montant ne pourra excéder 50% du montant initial du marché.

13. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit en outre contracter une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI 2021, avant l'attribution du marché, l'attributaire pressenti devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, conformément à l'article 9 du CCAG-PI 2021.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation aux frais et risques du titulaire.

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées au CCAG/PI par le présent marché sont récapitulées ci-après :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI 2021 auxquels il est dérogé
Article 1.2	Articles 13.1.1
Article 1.3.10	Article 3.6
Article 2	Article 4.1
Article 4.1.2.4	Article 13.3
Article 6	Article 13.1.1
Article 6.2	Article 13.1.1
Article 6.3	Article 14.1.3
Article 6.3.1	Article 14.1
Article 6.3.2	Articles 14.1.2 et 14.1.3
Article 6.3.3	Article 13.3
Article 9.1	Articles 28.4.2 et 29.2
Article 13	Article 9.2

15. ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

A Besançon, le

Pour le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord Est,
et par délégation

L'ICDD Stéphane MARICAU

Chef du Bureau Conduite d'Opérations de Besançon.